

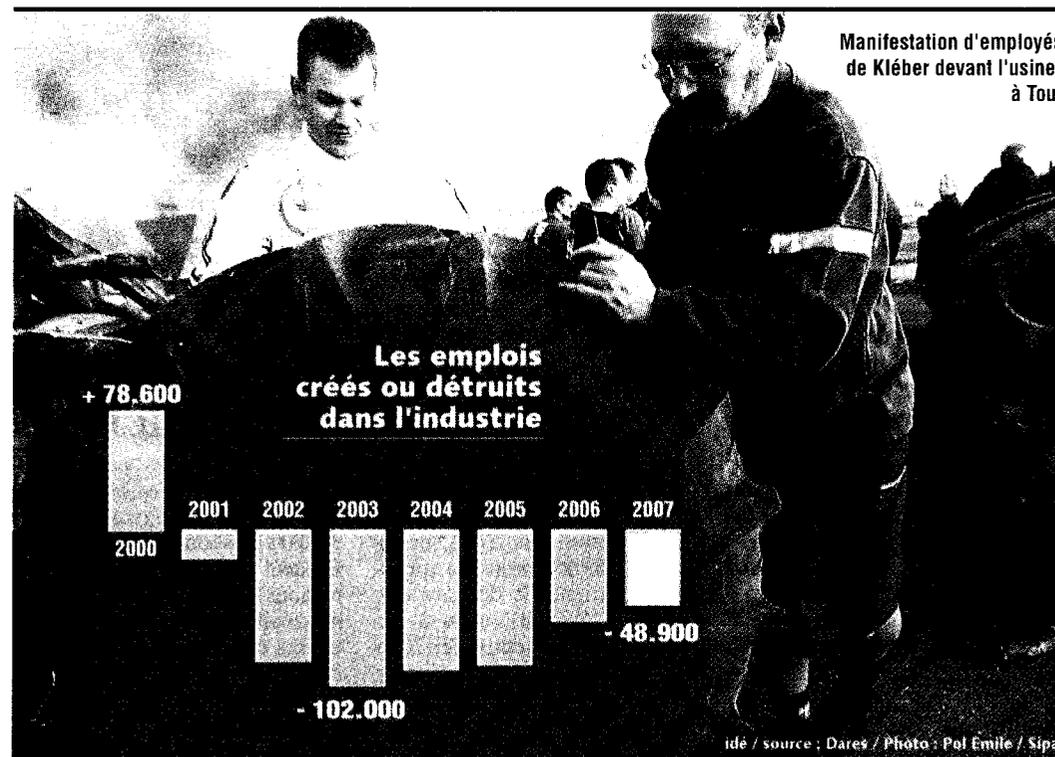
# Le gouvernement face à une vague de fermetures d'usines

- La France a créé en 2007 près de 300.000 emplois dans le secteur privé
- Mais l'industrie en a supprimé 50.000
- Michelin, qui ferme l'établissement Kléber de Toul, va augmenter de 60 % ses capacités dans les pays émergents

LA HAUSSE de l'emploi salarié dans le secteur marchand a enregistré, en 2007, sa meilleure performance depuis 2000 (+ 298.000 postes), selon les statistiques publiées vendredi par le ministère de l'Emploi. Mais le gouvernement doit faire face à une vague de suppressions de postes et de fermetures de sites dans l'industrie, chez Arcelor-Mittal, Kodak, Miko, Kléber, Arc International, Ford... A moins d'un mois des élections municipales, cela confirme que le monde des affaires n'observe plus de trêve électorale. L'im-

pact sur l'opinion publique de ces restructurations est d'autant plus marqué que certaines entreprises viennent dans le même temps d'annoncer d'excellents résultats. Cette succession d'annonces pousse l'exécutif à monter au créneau. Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, reçoit aujourd'hui les syndicats de Miko. A Toul, la médiation souhaitée par la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, ouvre la voie à une sortie de crise.

*Lire pages 2, 3, 20, l'éditorial de Dominique Seux page 14 et « Crible » page 44*



ArcelorMittal, Kodak, Miko, Michelin, Arc International, Ford... Le gouvernement doit faire face à une vague de suppressions de postes et de fermetures de sites dans l'industrie, où près de 50.000 emplois ont encore été détruits en 2007.

# Le gouvernement voit ressurgir le spectre de la désindustrialisation

Les mauvaises nouvelles en provenance de l'industrie continuent de s'accumuler. Mardi, Arc International, basé à Arques (Pas-de-Calais), a annoncé 560 suppressions d'emplois d'ici à fin 2010. Vendredi, Michelin a répété que la fermeture en 2009, annoncée en octobre, de son usine Kléber de Toul (Meurthe-et-Moselle), avec 826 postes supprimés, était « inéluctable ». Ces annonces viennent s'ajouter à celles, ces dernières semaines, de la fermeture de l'aciérie ArcelorMittal de Gandrange (Moselle) et de l'usine Kodak de Chalon-sur-Saône (Bourgogne), ainsi qu'au blocage, en cours, de l'usine Miko de Saint-Dizier (Haute-Marne) par ses salariés, qui ont manifesté vendredi contre le

plan social touchant 250 d'entre eux et à celui démarré samedi de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) menacée de fermeture en 2010.

Alors qu'une succession de licenciements massifs – chez Chausson Industries notamment – avait déjà émaillé la campagne présidentielle l'an passé, ce nouvel épisode, à moins d'un mois des élections municipales, confirme que le monde des affaires n'observe plus de trêve électorale. Il ne craint plus de s'attirer les foudres du pouvoir en place.

L'impact sur l'opinion publique de ces restructurations est d'autant plus marqué que certaines entreprises viennent dans le même temps d'annoncer d'excellents résultats. C'est le cas de Michelin, avec un bénéfice 2007 en hausse de 35 %

(lire page 20), et d'ArcelorMittal, qui a présenté mercredi un résultat net mondial de 7,1 milliards d'euros (+30 %). Dans ces conditions, la tension est montée d'un cran sur les sites concernés, comme en témoignent la séquestration, chez Kléber, de deux cadres de l'entreprise pendant quatre jours. En touchant deux fleurons du patrimoine industriel français, les suppressions de postes chez Michelin et Arc International mettent en lumière les difficultés récurrentes de l'industrie, confirmées par les chiffres publiés vendredi (lire page 2) : 48.900 emplois industriels ont été détruits l'an passé en France, sous l'effet conjugué des délocalisations et des externalisations.

Le tableau, toutefois, n'est pas totalement noir. En 2006, l'industrie avait détruit davantage d'emplois (65.100). « On ne peut pas parler d'une accélération des suppressions de postes ou d'une vague atypique de fermetures de sites. On assiste plutôt à la poursuite de restructurations secto-

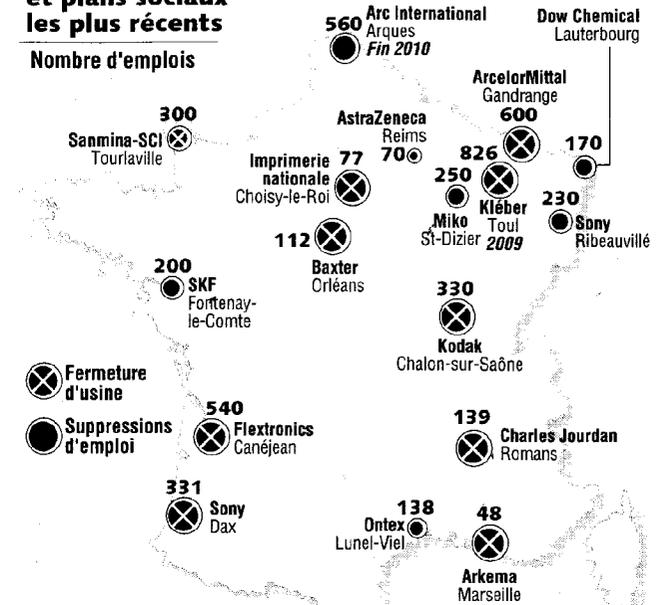
rielles entamées depuis plusieurs années », explique Xavier Lacoste, président du cabinet de conseil Altedia, qui souligne aussi que « ces plans prévoient de plus en plus des mesures de reclassements, ce qui pénalise au final moins de salariés qu'avant ».

## « Logique choquante »

Il n'empêche, cette succession d'annonces pousse le gouvernement à monter au créneau. Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, reçoit aujourd'hui les syndicats de Miko (lire ci-dessous). Nicolas Sarkozy s'est récemment rendu à Gandrange et a rencontré les dirigeants d'ArcelorMittal et ceux de Michelin. Son traditionnel volontarisme s'est mué en interventionnisme, quand, le 4 février, il a annoncé que « l'Etat était prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires » pour maintenir en activité l'aciérie de Gandrange. Une attitude que l'opposition, après l'annonce des bons résultats d'Arcelor-

## Les fermetures de sites industriels et plans sociaux les plus récents

Nombre d'emplois



idé / Source : «Les Echos», AFP

Mittal, a eu beau jeu de dénoncer. « Nous refusons que se répète à nouveau dans la sidérurgie française cette logique choquante de privatisation des bénéfices et de nationalisation des pertes », a déclaré, jeudi, Aurélie Filippetti, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale. En réaction, François Fillon, le Premier ministre, a rappelé que « tous les grands pays libéraux autour de

nous ont une politique d'interventionnisme de l'Etat ». Cette approche, de fait, peut aussi porter ses fruits. A Romans (Drôme), l'activisme du gouvernement a contribué à dénicher six repreneurs potentiels du fabricant de chaussures Charles Jourdan, en liquidation judiciaire. De 40 à 130 des 200 emplois menacés pourraient ainsi être préservés.

DEREK PERROTTE

# Sauver l'emploi, pas chaque emploi

La campagne présidentielle avait rendu obsolète l'idée d'une trêve dans l'annonce des plans sociaux. Celle des municipales confirme qu'elle a aussi disparu quand il s'agit d'un scrutin local. De fait, depuis quelques semaines, la liste des annonces de fermeture de sites industriels ou de réduction d'effectifs s'allonge. ArcelorMittal à Gandrange, Michelin-Kléber à Toul, Arc International à Arques, Kodak à Chalons-sur-Saône, Miko à Saint-Dizier... Il ne passe pas un jour sans que des salariés apprennent une mauvaise nouvelle. Et que l'image d'une France condamnée à assister, sans rien faire, à la fermeture ou aux départs au loin de ses usines tourne en boucle sur nos écrans.

Fort heureusement, ce tableau déprimant ne reflète qu'une partie de la réalité. Tout d'abord, et même si personne n'en parle, parce que des entreprises créent tous les jours des emplois. Simmons, numéro un français de la literie, vient de décider d'investir sur son site de Saint-Amand-les-Eaux (Nord) ; Alstom annonce la création de centaines de postes à Belfort tandis que SVE, filiale de Dassault spécialisée dans les véhicules électriques, envisage de s'installer en Gironde. La liste pourrait être poursuivie. Le repli de l'emploi industriel est certes une tendance lourde, l'industrie n'est pas morte.

L'autre face cachée de la situation actuelle a été dévoilée vendredi par l'Insee. L'économie a continué à créer massivement des postes en 2007 comme elle l'avait fait en 2006. Environ 300.000, selon des estimations encore provisoires, surtout dans la

construction et les services où la productivité est plus faible. Ce bilan, qui ne fait aucun bruit – la discrétion du gouvernement est étonnante –, est remarquable au vu d'une croissance moyenne (1,9 %).

La difficulté, évidemment, est que cette courbe devient plus fragile avec une activité qui ralentit. Le départ à la retraite des baby-boomers (nés après 1945) va alléger la pression sur le chômage mais le recul de ce dernier devrait tout de même être moins net. Dans ce contexte, que peut faire le gouvernement ? Les interventions des responsables politiques dans les dossiers les plus sensibles, comme celui d'ArcelorMittal ou Michelin, ne sont sans doute pas les plus efficaces. Socialement compréhensibles, elles ne le sont guère économiquement. Pas grand-chose ne peut, en effet, justifier le maintien en activité d'une usine non rentable. Pour préserver leur part de marché, les grandes entreprises doivent bien gagner en compétitivité. Si l'Etat doit naturellement exiger d'elles le respect du droit et les inciter à un engagement financier conséquent pour soutenir les salariés, les stigmatiser ne sert pas le long terme. Le rôle des pouvoirs publics est en premier lieu, avec le patronat et les syndicats, de faciliter les reconversions. C'est ensuite d'aménager sur le plan administratif, social et fiscal, un environnement favorable à la création de nouveaux emplois dans les secteurs les plus porteurs. C'est moins visible et moins gratifiant qu'une admonestation à un grand ou à un petit patron ; c'est pourtant plus important.

*Lire nos informations pages 2 et 3.*